

CAPL n° 2 MUTATIONS

du 8 juillet 2011

DECLARATION LIMINAIRE

Du fait des suppressions d'emplois liées à la réduction du déficit public, la Fonction Publique est directement menacée et à travers elle, ses missions.

Ainsi, les agents de la DGFIP sont particulièrement touchés.

En près de 10 ans, ce sont 20 000 emplois supprimés à Bercy soit 15% des effectifs

Et c'est plus de 1000 trésoreries qui ont été fermées en 10 ans.

Le gouvernement a dévoilé le volet dépenses du projet de budget 2012, et a confirmé sa volonté de poursuivre sa politique de suppressions d'un emploi de fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

C'est le service public qui est menacé.

Aujourd'hui, le mouvement local des agents B montre les insuffisances d'emplois dans la quasi totalité des services,

En ce qui concerne les services de la Direction vous avez su apporter des réponses concrètes aux insuffisances des effectifs : il est possible de constater un solde hors Echelon de renfort de + 8 C et B.

Notre propos n'est en aucune manière de vous demander de remettre en cause ces affectations.

Nous voulons pointer les insuffisances des emplois dans les services de la Direction.

Vous savez que les mêmes insuffisances existent dans tous les services.

Lors de la réunion du CTPD du 7 juin, les agents sont venus exprimer leur refus de voir leurs conditions de travail se dégrader du fait des suppressions d'emplois successives.

Le dernier mouvement des mutations aggrave la situation dans les services.

30 emplois sont supprimés pour le département au 01/09/2011 et tous les postes C restant encore implantés ne sont pas affectés

Votre première réponse a été de dire « par rapport aux chaises existantes, nous allons faire le plein des postes à pouvoir ; pour l'exercice emplois C, nous remplissons les chaises. »

Ce n'est pas le constat que nous pouvons faire puisque les mouvements locaux catégorie C et B montre que tous les postes ne sont par pourvus,

Un agent vous a demandé: « comment pouvez dire cela, il n'y a pas le plein de postes mais des suppressions chaque année ! . Qui va faire le travail des emplois supprimés et non pourvus ? »

Votre réponse a été de dire « je vais régulièrement sur le terrain c'est pour voir quels sont les leviers à ma disposition à utiliser ».

Un autre collègue explique :

« Nous saisissons les budgets le plus vite possible, les mandats s'empilent, et on doit assurer au guichet. La priorité, c'est la personne qui rentre que nous avons en face, le chef de poste doit se rendre lui-même au guichet... »

Et à nouveau votre réponse tombe : « dans les petites trésoreries, vu le peu de personnes qui vient au guichet, vous pouvez fermer le poste une journée et ainsi pouvoir travailler plus facilement.

Les collègues des Trésoreries rurales ont pu « apprécier » votre réponse.

Quel mépris pour les agents et pour les usagers !

Nous voyons les leviers que vous actionnez et allez actionner pour répondre à cette situation gravement dégradée des conditions de travail et des services : réduction des horaires d'ouverture des postes, fermetures des postes pour ½ journée ou une journée par semaine, définir des tâches prioritaires. Ce qui signifie l'abandon de tâches et de missions à termes au fil des suppressions d'emplois. La solidarité et l'entraide entre les agents doivent s'améliorer pour assurer les missions. Les réformes vont continuer : fusions des secteurs d'assiette comme à Fontenay le comte... !

Un responsable de SIP écrit dans le compte rendu d'entretien d'évaluation, à l'ensemble des agents de son service à la rubrique :

« Objectif pour l'année à venir(2011) » « intégrer, dans le contexte conjoncturel d'une situation tendue des effectifs, la nécessaire solidarité qui permette d'assurer nos missions d'assiette et de contrôle de l'impôt » !

Comment demander aux agents de moins en moins nombreux dans les services de travailler toujours plus par « solidarité » alors que les emplois sont détruits et que les services disparaissent du fait des « réformes » successives?

Nous savons que l'un des « leviers » pour la continuité des suppressions d'emplois est la fusion et les restructurations de services.

Pour les agents, ces suppressions d'emplois ne sont pas incontournables, et vos propositions pour les absorber sont inacceptables.

Existe-t-il encore un dialogue social dans le cadre des suppressions d'emplois que vous considérez comme indépassable ?

Comme l'a exprimé un collègue : nous assistons à deux monologues entre les personnels et la Direction !.

Pour les agents, ces suppressions d'emplois ne sont pas incontournables, et vos propositions pour les absorber sont inacceptables.

Le 24 juin, un membre de la délégation de la Fédération des Finances Force Ouvrière DGFIP a tenté de se suicider en pleine réunion du CHSM

Selon un des membres de la délégation, «Il a pris le micro pour exprimer ses propres souffrances, ainsi que celles de ses collègues, avant de passer à l'acte. C'était très violent, très brutal ». «C'était un militant très impliqué sur la question des conditions de travail, explique Laurent AUBURSIN, secrétaire de la Fédération des Finances FO Finances. Or lui-même se disait harcelé par sa hiérarchie.»

Comment ne pas rapprocher cet acte de la trentaine de suicides recensés tous les ans au sein du ministère, et notamment des trois qui se sont produits ces deux dernières semaines dans les locaux du ministère ? Ces chiffres ne sont d'ailleurs même pas contestés par l'administration centrale.

Pour Force Ouvrière, il n'est pas besoin d'en rechercher les causes ailleurs que dans la saignée organisée dans les effectifs de la DGFIP et ses conséquences sur l'organisation du travail, le non-remplacement de deux départs sur trois à la retraite, la mise en œuvre de la Fusion- RGPP, les remises en cause permanentes de nos missions et la dictature d'objectifs insupportables.

Voilà ce dont souffrent les personnels de notre direction, en Vendée comme dans tous les départements ! Les collègues sont harassés, démotivés, et vous leur demandez toujours plus avec toujours moins de moyens. Les militants Force Ouvrière n'ont cessé de vous mettre en garde sur les situations difficiles qui se multiplient depuis des mois dans les services, à tous les niveaux de la hiérarchie.

Pour Force Ouvrière, ce ne sont pas les discours sur la « souffrance au travail » ou autres stages de gestion du stress qui permettront d'éviter des drames.

Monsieur le Président, nous vous demandons à nouveau de faire le bilan de la situation des emplois dans les services et de convoquer un CTPD sur ce seul et unique point.

A ce jour, vous vous refusez toujours à le faire !!!

Le constat est que le dialogue devient impossible dans de telles conditions : les agents n'en peuvent plus Les représentants Force Ouvrière abordent donc cette CAPL avec une volonté constante de défendre l'intérêt de l'ensemble des agents qui exercent leurs missions, de plus en plus sous pression et avec beaucoup d'inquiétude concernant leur avenir.

NON SEULEMENT IL EST URGENT D'ARRETER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, MAIS IL FAUT NOUS RESTITUER LES MILLIERS D'EMPLOIS SUPPRIMES !

ARRET DE LA RGPP ET DES CONTRE- REFORMES ! MAINTIEN DE TOUS LES SITES ET DE TOUTES LES MISSIONS !